

Communiqué de presse
Diffusion immédiate

Des décennies de lutte ont poussé le gouvernement Legault à renoncer à l'exploitation des hydrocarbures

Montréal, Québec, le 19 octobre 2021 - Les milliers de citoyen·ne·s et les centaines de groupes environnementaux et citoyens partout au Québec, d'Anticosti à Bécancour, en passant par la Gaspésie et Lotbinière, qui se sont mobilisés pendant des décennies contre les hydrocarbures, sont à remercier pour l'annonce faite aujourd'hui par le premier ministre Legault. Les groupes citoyens et environnementaux qui ont lutté et qui luttent encore contre les forages pétroliers et gazières réagissent favorablement à la décision du gouvernement du Québec de « renoncer définitivement à extraire des hydrocarbures sur son territoire ».

Nature Québec, Greenpeace Canada, Fondation David Suzuki, le Front commun pour la transition énergétique, Équiterre, Environnement Vert Plus, Solidarité Gaspésie Côte-de-Gaspé, Eau Secours, la Coalition anti-pipeline Rouyn-Noranda, le Mouvement écocitoyen UNEplanète, la Planète s'invite au Parlement - Gaspé, la SNAP Québec et le Réseau action climat Canada félicitent le gouvernement Legault pour cette décision historique et l'invitent à ne pas céder au chantage des compagnies pétrolières et gazières qui sont déjà à pied d'œuvre pour mendier des millions de dollars de fonds publics en compensation financière. Selon un [rapport](#) produit récemment par le Centre québécois du droit de l'environnement, le gouvernement québécois a tous les pouvoirs pour adopter une loi interdisant l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire sans aucune indemnité financière pour les entreprises.

CITATIONS

« Si le gouvernement Legault renonce définitivement à l'exploitation des hydrocarbures sur le territoire québécois, c'est grâce aux milliers de personnes et aux centaines de groupes qui se sont mobilisés pendant des décennies contre les forages de pétrole et de gaz. Nous travaillerons maintenant pour s'assurer que cette intention mène à l'adoption d'une loi ferme d'ici la fin de la session parlementaire. Le Québec deviendra un des premiers états en Amérique du Nord à fermer la porte une bonne fois pour toutes à l'exploitation des énergies fossiles », **souligne Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.**

« C'est une excellente nouvelle. Voilà une sage décision de la part du gouvernement qui ne devra toutefois pas donner de compensation aux pétrolières et aux gazières qui sont en grande partie responsable de la crise climatique actuelle. La fin de l'exploitation des hydrocarbures est avant tout une énorme victoire et montre que le combat des citoyen·ne·s contre les gaz de schiste et l'exploitation pétrolière et gazière a porté ses fruits. Les voix ne cessent de se multiplier pour revendiquer l'arrêt de l'expansion de la production d'hydrocarbures et la pression s'accroîtra grandement au Canada et partout dans le

monde », **mentionne Patrick Bonin, responsable de la campagne climat-énergie à Greenpeace Canada.**

« À la veille de la COP26, qui doit être celle du rehaussement des ambitions climatiques de tous les pays du monde, renoncer à toute nouvelle infrastructure de production de combustibles fossiles est un impératif incontournable. Nous félicitons le gouvernement Legault d'opposer un non définitif à toute extraction d'hydrocarbures au Québec. Nous l'invitons maintenant à s'atteler résolument au défi de la transition socio-écologique porteuse de justice sociale en engageant le dialogue qui s'impose avec tous les secteurs de la société », **explique Élisabeth Gibeau du Front commun pour la transition énergétique.**

« L'avenir n'est pas fossile! Avec cette décision, le gouvernement s'engage donc sur la bonne voie. Par contre, il sera important d'utiliser les pouvoirs à sa disposition lui permettant d'adopter une telle loi sans verser d'indemnité aux entreprises. Le message est puissant, mais il faudra aussi que le gouvernement s'attelle à diminuer les émissions de GES domestiques et prône la sobriété énergétique de la société québécoise si on veut lutter efficacement contre les pires effets de la crise climatique », **souligne Émile Boisseau-Bouvier, analyste des politiques climatiques chez Équiterre.**

« Selon une source anonyme proche de l'industrie, Mario Lévesque, président de Utica Resources Inc., ainsi que Steven Heinze, le milliardaire autrichien dirigeant Lansdowne Partners Austria (le fonds spéculatif qui a financé l'acquisition des actifs de Junex par Utica), savaient au moment de l'acquisition que le cadre législatif ou le gouvernement en place pourraient couper court à leur projet. Messieurs Lévesque et Heinze avaient prévu de poursuivre l'État à l'intérieur de deux ans si leur plan pour forer le Québec ne fonctionnait pas. Nous sommes loin d'un investisseur étranger candide qui se fait flouer par un changement de cap de l'État. Toute forme de compensation viendrait cautionner ce genre de tactique visant à extraire des fonds publics », **explique Pascal Bergeron, porte-parole d'Environnement Vert Plus.**

« Cette décision du Gouvernement du Québec constitue une très bonne nouvelle. Nous demandons maintenant au Premier Ministre François Legault, et à son gouvernement, de ne pas céder aux nombreuses pressions des entreprises pétrolières et gazières visées par cette décision, qui cherchent à optimiser leurs bénéfices au moyen de compensations financières injustifiées. Rappelons-nous que l'État québécois a déjà versé des dizaines de millions de dollars à ces entreprises en guise de subventions ou autres formes d'aide. Ceci a assez duré! », **souligne Carol Saucier, porte-parole de Solidarité Gaspésie.**

« C'est avec un immense soulagement que nous accueillons la fin de la saga des forages au Québec. Chapeau bas au gouvernement du Québec, qui a enfin décidé de tourner cette page, mais aussi aux citoyennes et citoyens qui font barrage depuis si longtemps à cette industrie d'un autre siècle. À présent, nos efforts et nos investissements collectifs doivent se concentrer sur la transition socio-écologique. Nous invitons le premier ministre à ne pas céder aux pressions des pétrolières et des gazières qui réclament déjà à hauts cris des indemnités », **mentionne Carole Dupuis, porte-parole du Mouvement écocitoyen UNEplanète.**

« L'annonce d'aujourd'hui du gouvernement du Québec est une annonce importante qui bénéficiera aux citoyen-ne-s du Québec et du monde entier. En espérant que cette annonce influencera les autres provinces canadiennes à bannir ces projets d'une autre époque. Enfin, le gouvernement québécois entend les cris de cœur des mouvements citoyens. Le Canada et les autres pays présents à la COP26 devraient s'inspirer de l'audace du Québec et annoncer des mesures aussi ambitieuses que celle-ci », **souligne Charles Bonhomme, Spécialiste, Communications et affaires publiques de la Fondation David Suzuki.**

« La menace de voir un jour des forages pétroliers ou gaziers sur notre sol ou dans le golfe se dissipe. Nous saluons cette décision porteuse d'avenir et alignée avec l'urgence climatique, qui va aussi dans le sens d'une meilleure protection de la biodiversité du Saint-Laurent », **mentionne Sylvain Archambault, biologiste et représentant de la Société pour la nature et les parcs (section Québec) à la Coalition Saint-Laurent.**

« À quelques jours de la COP26, le gouvernement du Québec envoie un message clair aux autres provinces, au Canada et au reste du monde : la gestion du déclin de la production de fossiles est une étape essentielle de l'action climatique et le Québec montre la voie. Cette décision est le résultat d'années de mobilisation et les prochaines étapes seront cruciales. Notamment, le Québec devrait rejoindre l'alliance *Beyond Oil and Gas* à Glasgow. Le Canada doit faire de même et mettre fin à l'expansion de la production et des exportations fossiles et assurer une transition juste pour les travailleur-euse-s et les communautés », **explique Caroline Brouillette, Directrice des politiques nationales au Réseau action climat Canada.**

-30-

INFORMATION :

Gabriel Marquis, Responsable des communications de Nature Québec
581 307-8613; gabriel.marquis@naturequebec.org

Anthony Côté Leduc, Relations médias, Équiterre
514-926-7850 ; acoteleduc@equiterre.org

Pascal Bergeron, porte-parole Environnement Vert Plus
581.886.1189 ***pas de textos ***; comm.evp@gmail.com

Patrick Bonin, porte-parole & responsable de la campagne Climat-Énergie
Cell: 514-594-1221, pbonin@greenpeace.org

Charles Bonhomme, Spécialiste, communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki, 438-883-8348, cbonhomme@davidsuzuki.org